

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2016/36631]

25 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les articles 1^{er}, 2 et 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2000 portant désignation des opérations au sens des articles 4.1.1, 5°, 4.4.7, § 2 et 4.7.1, § 2, alinéa 2, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire et réglant la concertation préalable avec l'Architecte du Gouvernement flamand et l'article 561 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu le Code flamand de l'Aménagement du Territoire, notamment l'article 4.1.1, 5°, l'article 4.4.7, § 2, alinéa 2, remplacé par le décret du 11 mai 2012; l'article 4.7.1, § 2, alinéa 2, modifié par le décret du 16 juillet 2010, et l'article 4.7.26, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2000 portant désignation des opérations au sens des articles 4.1.1, 5°, 4.4.7, § 2 et 4.7.1, § 2, alinéa 2, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire et réglant la concertation préalable avec l'Architecte du Gouvernement flamand ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 4 mars 2016 ;

Vu l'avis 60.144/1 du Conseil d'État, rendu le 18 octobre 2016, par application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2000 portant désignation des opérations au sens des articles 4.1.1, 5°, 4.4.7, § 2 et 4.7.1, § 2, alinéa 2, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire et réglant la concertation préalable avec l'Architecte du Gouvernement flamand, modifié dernièrement par l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 octobre 2015, l'intitulé du Chapitre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE I^{er}. — Définitions ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009, est abrogé.

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 2004, par le décret du 7 juillet 2006 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 22 février 2008, 24 juillet 2009 et 20 juillet 2012, le point 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° aux projets de construction de bâtiments scolaires et à la construction d'établissements universitaires, y compris internats et bâtiments composés de chambres d'étudiant ; ».

Art. 4. Dans l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 mai 2001, par le décret du 7 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009, le point 3° est abrogé.

Art. 5. L'article 561 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement est abrogé.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29621]

7 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'article 4, § 1^{er}, 4°, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 et l'article 18, § 1^{er}, 3°, remplacé par le décret du 15 décembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds, modifié par les arrêtés du 14 novembre 2008 et 19 décembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donnés le 23 septembre 2016 et le 11 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°60.391/2, donné le 28 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, l'article 12, § 2;

Considérant que l'organe de concertation prévu à cet article 12, § 2 ne peut être saisi en raison de l'ineffectivité de sa composition;

Vu l'urgence motivée par le fait que les opérateurs ressortant des secteurs visés par le dispositif du présent arrêté sont confrontés à des difficultés de trésorerie et ont recours à l'emprunt bancaire;

Considérant qu'en préfinançant dans les premiers jours de l'année et sans intérêts la première tranche inconditionnelle de la subvention accordée par la Communauté française également dans ces secteurs et en augmentant le plafond de ce préfinancement prévu pour le secteur de l'aide sociale aux détenus, le Fonds Ecureuil de la Communauté française permettra de réduire la charge des intérêts bancaires pour les opérateurs visés par l'extension du champ d'application de l'arrêté du 19 octobre 2007 et/ou l'augmentation du plafond précité;

Considérant que ce mécanisme permettra d'assurer la gestion saine des structures subventionnées visées par les modifications;

Que les opérateurs concernés pourront ainsi disposer des montants correspondant aux charges d'intérêts économisées, pour la poursuite de leur mission d'intérêt public;

Considérant enfin que pour ne pas perdre le bénéfice de ce mécanisme pour l'année 2017, il est indispensable que le Gouvernement complète dans les plus brefs délais la liste des opérateurs auxquels le fonds versera des avances et/ou modifie le plafond de l'avance;

Qu'il est en effet impératif que les opérateurs des secteurs visés soient avertis le plus vite possible pour qu'ils accomplissent les formalités administratives et que l'administration dispose également du temps nécessaire afin de traiter ces demandes;

Qu'il s'impose dès lors de ne pas retarder l'adoption du présent projet d'arrêté;

Sur proposition des Ministres du Budget, de la Culture, des Médias, de l'Education et de l'Aide aux personnes;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds, modifiés par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2008 et du 19 décembre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° être lié à la Communauté française par un contrat-programme, une convention, un agrément, une reconnaissance ou une autorisation dans un des secteurs suivants : les fédérations sportives, les maisons et centres de jeunes, les organisations de jeunesse, l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'aide juridique de première ligne, l'accompagnement de mesures judiciaires, les centres culturels, les arts de la scène, les lettres, le livre, les arts plastiques, les musées ou institutions muséales, les centres d'archives privés, les télévisions locales, les bibliothèques de droit privé ou les centres ressources de la mémoire tels que définis par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes et couvrant l'année civile durant laquelle l'avance est versée; »;

2° au § 2 et au § 3, les mots « Aide aux détenus » sont chaque fois remplacés par les mots « l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'aide juridique de première ligne, l'accompagnement de mesures judiciaires, les Médias ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les secteurs de l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'aide juridique de première ligne et l'accompagnement de mesures judiciaires, le montant total des avances de fonds octroyées par le Fonds Ecureuil ne peut être supérieur à 6,8 millions d'euros.

1° Pour ce qui concerne le secteur de l'aide sociale aux détenus, les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subventions octroyées en application des articles 8 et 8bis du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale. L'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance annuelle correspondant à 90 % de la subvention tel que prévu à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale.

- 2° Pour ce qui concerne le secteur de l'aide sociale aux justiciables les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subventions octroyées en application des articles 143 et 144 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou de l'article 115 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé selon que le service concerné se trouve sur le territoire de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour les services auxquels l'article 228 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé trouve à s'appliquer, l'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance annuelle correspondant à 85% du montant des subventions accordées l'année précédente. Pour les services auxquels le décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé trouve à s'appliquer, en l'absence d'une disposition sectorielle établissant des dispositions particulières, l'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance trimestrielle correspondant à 25% de la subvention tel que prévu par l'article 119 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.
- 3° Pour ce qui concerne le secteur des espaces rencontres, les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subventions octroyées en application de l'article 177 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou de l'article 115 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé selon que le service concerné se trouve sur le territoire de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour les services auxquels le Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé trouve à s'appliquer, l'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement la première avance trimestrielle de 22,5 % de la subvention tel que prévu à l'article 270 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé. Pour les services auxquels le décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé trouve à s'appliquer, en l'absence d'une disposition sectorielle établissant des dispositions particulières, l'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance trimestrielle correspondant à 25% de la subvention tel que prévu par l'article 119 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.
- 4° Pour ce qui concerne le secteur de l'aide juridique de première ligne les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subventions octroyées en application de l'article 508/4 du Code Judiciaire. L'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance annuelle de 50% du subside tel que prévu par l'article 18 alinéa 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 déterminant les modalités relatives à l'agrément des organisations d'aide juridique ainsi qu'à la composition et au fonctionnement de la commission d'aide juridique et fixant les critères objectifs pour l'allocation d'un subside aux commissions d'aide juridique, en exécution des articles 508/2, § 3, alinéa 2, et 508/4, du Code judiciaire;
- 5° Pour ce qui concerne le secteur de l'accompagnement de mesures judiciaires les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subvention octroyées en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire. L'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement la première tranche correspondant à 2/12èmes du montant annuel subventionné, tel que prévu par l'article 10 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire. L'intervention du Fond Ecureuil ne peut couvrir des montants destinés à financer des projets qui font l'objet d'un financement par un niveau de pouvoir autre que la Communauté française. »;

2° il est ajouté un alinéa rédigé comme :

« Pour ce qui concerne les Centres ressources de la mémoire les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les subventions octroyées en application de l'article 12 du Décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes. L'intervention du Fonds Ecureuil couvre uniquement l'avance annuelle de 80% ou de 50% de la subvention selon que le Centre de Ressources tombe sous le champ d'application de l'alinéa 2 ou de l'alinéa 4 de l'article 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire et des Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes. »;

3° il est ajouté un alinéa 7 rédigé comme suit :

« Pour ce qui concerne les télévisions locales les avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent la partie forfaitaire des subventions de fonctionnement octroyées en application de l'article 4, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 fixant les critères et modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux télévisions locales. ».

Art. 3. A l'article 4, alinéa 3, du même arrêté, il est ajouté une seconde phrase rédigé comme :

« Si le taux est négatif, il est ramené à une valeur nulle. ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 6.** Les Ministres ayant respectivement le Budget, la Culture, l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'accompagnement de mesures judiciaires, l'aide juridique de première ligne, les Medias et l'Enseignement obligatoire sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

Art. 5. Le Ministre-Président et les Ministres ayant respectivement le Budget, la Culture, l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'accompagnement de mesures judiciaires, l'aide juridique de première ligne, les Médias et l'Enseignement obligatoire sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2016.

Bruxelles, le 7 décembre 2016.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
 Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE
 La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
 Mme A. GREOLI
 Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
 J.-Cl. MARCOURT
 La Ministre de l'Education,
 Mme M.-M. SCHYNS
 Le Ministre en charge de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,
 des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
 R. MADRANE
 Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
 A FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29621]

7 DECEMBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, 4^o, vervangen bij het decreet van 15 december 2006 en 18, § 1, 3^o, vervangen door het programmadecreet van 15 december 2006;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen, gewijzigd bij de besluiten van 14 november 2008 en 19 december 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 september 2016 en 11 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 oktober 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 60.391/2, gegeven op 28 november 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn, artikel 12, § 2;

Overwegende dat de zaak bij het overlegorgaan bedoeld bij dat artikel 12, § 2, niet aanhangig kan worden gemaakt als gevolg van de ineffectiviteit van de samenstelling ervan;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit datverschillende operatoren, die onder de sectoren ressorteren bedoeld in het dispositief van dit besluit, kasbehoeften hebben en bankleningen aangaan;

Overwegende dat door de renteloze vooruitfinanciering in de eerste dagen van het jaar van de eerste onvoorwaardelijke schijf van de ook in die sectoren door de Franse Gemeenschap toegekende subsidie en door het verhogen van het plafond van deze vooruitfinanciering bepaald voor de sector van de hulpverlening aan gedetineerden, het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap het mogelijk zal maken dat de lasten van de bankinteressen zullen verminderen voor de operatoren bedoeld bij de uitbreiding van het toepassingsgebied van het besluit van 19 oktober 2007 en/of de verhoging van het voormelde plafond;

Overwegende dat dit stelsel de mogelijkheid zal bieden voor een gezond beheer van de gesubsidieerde structuren waarop de wijzigingen slaan, te zorgen;

Dat de betrokken operatoren dan over de bedragen zullen kunnen beschikken die overeenstemmen met de uitgespaarde interestlasten, voor de verdere uitoefening van hun opdracht van openbaar nut;

Overwegende, tenslotte, dat om het voordeel van dat stelsel in 2017 verder te kunnen genieten, het onontbeerlijk is dat de Regering binnen de kortste termijn de lijst van de operatoren bepaalt die van het fonds voorschotten toegekend zullen krijgen en/of voor wie het plafond van het voorschot gewijzigd moet worden;

Dat het immers dwingend is dat de operatoren van de bedoelde sectoren ten vroegste ingelicht zouden worden om de noodzakelijke administratieve formaliteiten uit te kunnen voeren en opdat het bestuur ook over de nodige tijd zou beschikken om de aanvragen te behandelen;

Dat het dan ook onontbeerlijk is de goedkeuring van dit besluit niet uit te stellen;

Op de voordracht van de Ministers bevoegd voor Begroting, Cultuur, Media, Onderwijs en Hulpverlening aan Personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen, gewijzigd bij de besluiten van 14 november 2008 en 19 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het punt 1° vervangen door hetgeen volgt :

“1° met de Franse Gemeenschap gebonden zijn bij een programmaovereenkomst, een overeenkomst, een erkenning of een machtiging in een van de volgende sectoren : sportfederaties, jeugdhuizen en –centra, jeugdorganisaties, sociale hulpverlening aan gedetineerden, sociale hulpverlening aan justitiabelen, ontmoetingsplaatsen, juridische eerstelijnsbijstand, begeleiding van gerechtelijke maatregelen, culturele centra, podiumkunsten, letteren, het boek, de plastische kunsten, de musea en museale centra, private archiefcentra, lokale televisiezenders, privaatrechtelijke bibliotheken of de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering zoals bepaald door het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, met betrekking tot het burgerlijk jaar gedurende hetwelk het voorschot wordt gestort;”;

2° in § 2 en § 3, worden de woorden “hulpverlening aan gedetineerden” vervangen door de woorden “sociale hulpverlening aan gedetineerden, sociale hulpverlening aan justitiabelen, ontmoetingsplaatsen, juridische eerstelijnsbijstand, begeleiding van gerechtelijke maatregelen, Media”.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Voor de sector van de sociale hulpverlening aan gedetineerden, sociale hulpverlening aan justitiabelen, ontmoetingsplaatsen, juridische eerstelijnsbijstand, begeleiding van gerechtelijke maatregelen kan het totale bedrag van de door het “Fonds Ecureuil” toegekende voorschotten niet hoger zijn dan 6,8 miljoen euro.

1° Wat betreft de sector van de sociale hulpverlening aan gedetineerden, hebben de door het “Fonds Ecureuil” gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van de artikelen 8 en *8bis* van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale re-integratie. De tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil dekt uitsluitend het jaarlijkse voorschot dat overeenstemt met 90 % van de subsidie zoals bepaald in artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale herinschakeling.

2° Wat betreft de sector van de sociale hulpverlening aan justitiabelen, hebben de door het “Fonds Ecureuil” gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van de artikelen 143 en 144 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of van artikel 115 van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, naargelang de betrokken dienst zich op het grondgebied van het Waalse Gewest of op dat van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest bevindt. Voor de diensten waarop artikel 228 van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid van toepassing is, dekt de tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil enkel het jaarlijkse voorschot dat overeenstemt met 85% van het bedrag van de subsidies toegekend voor het vorige jaar. Voor de diensten waarop het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, van toepassing is, bij gebrek aan een sectorale bepaling waardoor specifieke bepalingen worden ingesteld, dekt de tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil enkel het driemaandelijks voorschot dat overeenstemt met 25% van de subsidie zoals bepaald bij artikel 119 van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid.

3° Wat betreft de sector van de ontmoetingsplaatsen, hebben de door het “Fonds Ecureuil” gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van artikel 177 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of van artikel 115 van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, naargelang de betrokken dienst zich op het grondgebied van het Waalse Gewest of op dat van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest bevindt. Voor de diensten waarop het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid van toepassing is, dekt de tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil enkel het eerste driemaandelijks voorschot dat overeenstemt met 22,5% van de subsidie toegekend zoals bedoeld bij artikel 270 van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Voor de diensten waarop het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, van toepassing is, bij gebrek aan een sectorale bepaling waardoor specifieke bepalingen worden ingesteld, dekt de tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil enkel het driemaandelijks voorschot dat overeenstemt met 25% van de subsidie zoals bepaald bij artikel 119 van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid.

4° Wat betreft de sector van de juridische eerstelijnsbijstand, hebben de door het "Fonds Ecureuil" gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van artikel 508/4 van het Gerechtelijk Wetboek. De tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil dekt enkel het jaarlijkse voorschot van 50% van de subsidie zoals bepaald bij artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot bepaling van de nadere regels inzake erkenning van de organisaties voor juridische bijstand, alsook betreffende de samenstelling en de werking van de commissie voor juridische bijstand en tot vaststelling van de objectieve criteria van subsidiëring van de commissies voor juridische bijstand, overeenkomstig de artikelen 508/2, § 3, tweede lid, en 508/4, van het Gerechtelijk Wetboek;

5° Wat betreft de sector van de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hebben de door het "Fonds Ecureuil" gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure. De tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil dekt enkel de eerste schijf overeenstemmend met 2/12^{de} van het gesubsidieerd jaarlijks bedrag, zoals bepaald bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure. De tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil kan niet bedragen dekken die bestemd zijn voor de financiering van projecten die worden gefinancierd door een ander machtsniveau dan de Franse Gemeenschap.";

2° er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Wat betreft de sector van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering, hebben de door het "Fonds Ecureuil" gedekte voorschotten betrekking op de subsidies die worden toegekend bij toepassing van artikel 12 van het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt. De tegemoetkoming van het Fonds Ecureuil dekt enkel het jaarlijkse voorschot van 80% of 50% van de subsidie al naargelang het Bronnencentrum onder de toepassing van het tweede lid of het vierde lid van artikel 4 valt, van het besluit van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 betreffende de procedures voor de erkenning, de vervroegde intrekking van de erkenning, en voor de schorsing of de beëindiging van de financiering van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering en de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering bedoeld in het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt.";

3° er wordt een zevende lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Wat betreft de sector van de lokale televisiezenders, hebben de door het "Fonds Ecureuil" gedekte voorschotten betrekking op het forfaitaire deel van de werkingssubsidies die worden toegekend bij toepassing van artikel 4, § 1, 1°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 tot vaststelling van de criteria en de nadere regels voor de toekenning van werkingssubsidies aan lokale televisiezenders."

Art. 3. In artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit, wordt een tweede zin toegevoegd, luidend als volgt :

"Indien de ratio negatief is, wordt deze tot nul teruggebracht."

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013, wordt vervangen door hetgeen volgt :

"**Art. 6.** De Ministers respectief bevoegd voor Begroting, Cultuur, de Sociale Hulpverlening aan Justitiabelen, de Ontmoetingsplaatsen, de Begeleiding van Gerechtelijke Maatregelen, de Juridische Eerstelijnsbijstand, de Media en het Leerplichtonderwijs, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

Art. 5. De Minister-President en de Ministers respectief bevoegd voor de Begroting, Cultuur, de Sociale Hulpverlening aan Justitiabelen, de Ontmoetingsplaatsen, de Begeleiding van Gerechtelijke Maatregelen, de Juridische Eerstelijnsbijstand, de Media en het Leerplichtonderwijs, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2016.

Brussel, 7 december 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206250]

8 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant délégation du pouvoir de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie au Ministre ayant la pêche dans ses attributions et approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les articles 21 et 22 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2016 portant désignation des membres effectifs et suppléants du Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie;